



HAL
open science

1955-1983 : le terrorisme d'Etat en Argentine

Dario Rodriguez

► **To cite this version:**

Dario Rodriguez. 1955-1983 : le terrorisme d'Etat en Argentine. Les Études du CERI, 2017, 226-227, pp.36-40. hal-04293389

HAL Id: hal-04293389

<https://sciencespo.hal.science/hal-04293389>

Submitted on 22 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL
open science

1955-1983 : le terrorisme d'Etat en Argentine

Dario Rodriguez

► **To cite this version:**

Dario Rodriguez. 1955-1983 : le terrorisme d'Etat en Argentine. Les Études du CERI, 2017, n° 226-227, pp.36-40. hal-04293389

HAL Id: hal-04293389

<https://sciencespo.hal.science/hal-04293389>

Submitted on 22 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

1955-1983 : le terrorisme d'Etat en Argentine

Darío Rodríguez

Il y a quarante ans, la démocratie argentine subissait son dernier assaut militaire. En mars 1976, un coup d'Etat mettait fin au gouvernement péroniste présidé par Martínez de Perón (1974-1976), clôturant la période d'instabilité et d'affrontement politique ouverte après la mort du général Juan Domingo Perón en 1974. La dictature s'est ainsi imposée avec pour toute promesse le rétablissement de l'ordre et de la paix sociale. Si cette stratégie de légitimation a présenté certaines continuités avec des régimes antérieurs, les moyens pour la mettre en œuvre ont cependant révélé des ruptures. L'instauration d'un véritable « terrorisme d'Etat » et l'établissement par la force du « modèle bureaucratique-autoritaire » dix ans auparavant, en 1966, ont donné à voir un nouveau type d'interventionnisme militaire¹. L'entrée en vigueur de la doctrine de la sécurité nationale (DSN) a défini la nature de ces nouveaux régimes non démocratiques dans la région². Une nouvelle politique a été menée afin de « guérir la société », qui consistait à « exterminer l'ennemi intérieur », ce conspirateur agissant au sein de la communauté nationale. Six ans après le coup d'Etat de 1976, l'échec de l'aventure guerrière déclenchée pour récupérer les îles Malouines sous contrôle britannique a définitivement miné la légitimité – déjà affaiblie – des forces armées et ouvert la possibilité de refonder le contrat démocratique.

A la surprise de tous, depuis 1983, sept présidents se sont succédé sans que le principe démocratique de la légitimité électorale ne soit altéré, en dépit des tentatives de putsch³ et des crises économiques et politiques⁴ d'ampleur inédite. Si ce processus politique démontre la consolidation des piliers institutionnels, l'ombre de la dictature continue toutefois à planer sur l'expérience démocratique⁵. Ce travail a pour objet d'analyser cette tension. A cette fin, je reviens tout d'abord sur l'instabilité qui caractérise la vie politique avant 1983. J'examine ensuite les différentes politiques publiques qui ont permis, après cette date, d'établir un contrôle civil sur les forces armées. Enfin, j'évoque certains dilemmes auxquels est confrontée la démocratie argentine actuelle.

L'ALTERNANCE DE POUVOIRS CIVIL ET MILITAIRE

La réforme de 1916 consacrant le suffrage secret et obligatoire permet à l'Union civique radicale (UCR) d'accéder au pouvoir, enterrant l'« ordre oligarchique⁶ » établi en 1880. Cette force politique conserve le pouvoir jusqu'en 1928, mais cette stabilité démocratique est de courte durée. En 1930, l'action insurrectionnelle des forces armées renverse le gouvernement présidé par Hipólito Yrigoyen. Une coalition non démocratique se consolide dans un contexte interne où les militaires disposent d'un degré d'autonomie croissant, et dans un cadre international ébranlé par la crise de 1929, mais aussi par la remise en cause généralisée des principes du libéralisme politique et économique⁷. Après

¹ A. Rouquié, *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Le Seuil, 1998, pp. 212-220.

² Pour une analyse des différences qui distinguent pourtant ces nouveaux régimes, voir *ibid.*, p. 219.

³ Entre 1987 et 1990, trois tentatives de renversement du gouvernement démocratique de Raul Alfonsín ont eu lieu. Elles ont toutes été initiées par des officiers subalternes en désaccord avec les politiques de ce dernier mais aussi avec la hiérarchie militaire.

⁴ En mai 1989, une crise hyperinflationniste explose et entraîne la chute du gouvernement radical. En décembre 2001, les citoyens se mobilisent massivement contre « la classe politique », mettant fin au gouvernement de l'Alliance (1999-2001).

⁵ A. Rouquié, *A l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2010.

⁶ N. Botana, *El orden conservador. La política argentina entre 1880 y 1916*, Buenos Aires, Sudamericana, 1977.

⁷ S. Mainwaring et A. Pérez Liñán, *Democracies and Dictatorships in Latin America. Emergence, Survival and Fall*, New York,

une longue période marquée par des manipulations électorales systématiques visant à garantir la perpétuation des élites au pouvoir, la victoire de Juan Domingo Perón en 1946 lors d'élections libres et compétitives inaugure un nouveau temps politique en Argentine.

Si le triomphe du péronisme provoque le déclenchement d'un processus accéléré d'intégration sociale et de politisation des secteurs ouvriers, il engendre également des tensions structurelles qui mettent en péril la continuité procédurale du régime démocratique. Dans ce nouvel espace politique caractérisé d'un côté par les prétentions hégémoniques du mouvement péroniste et son hostilité aux valeurs de la démocratie libérale et, de l'autre, par le rejet du modèle économique interventionniste de réforme sociale par les forces partisans (les conservateurs et l'UCR) et l'opposition corporatiste (les forces armées, la Société rurale argentine, l'Union industrielle argentine, l'Eglise), les adversaires politiques deviennent des « ennemis ». Du fait de cette polarisation radicale, une logique populiste va structurer les rapports de force et enclencher une succession de régimes autoritaires et semi-compétitifs entre 1955 et 1983⁸.

En effet, en novembre 1955, le coup d'Etat du général Aramburu, idéologue de la « révolution libératrice », brise l'espoir démocratique. Avec l'appui sans faille des acteurs de l'opposition, le régime autoritaire procède à une « déperonisation » radicale de la société. Si les militaires acceptent de céder le pouvoir aux forces civiques en 1958, cela n'entraîne pas pour autant l'instauration définitive de la démocratie représentative en Argentine. Tout au contraire, la proscription du péronisme, c'est-à-dire l'interdiction faite à cette force politique de participer à la compétition électorale, contribue au renforcement de l'alternance entre pouvoir civil et pouvoir militaire. A partir de cette date, la vie politique argentine se caractérise par un « jeu impossible⁹ », un blocage du rapport de force qui résulte de la capacité de mobilisation et de pression du péronisme proscrit face aux stratégies économiques anticycliques promues par les forces partisans et corporatives antipéronistes et par les forces armées.

En 1966, la « Révolution argentine », dirigée par le général Juan Carlos Onganía, met fin au gouvernement semi-démocratique présidé par le radical Arturo Illía (1963-1966). Dans un contexte régional troublé par la projection continentale de la révolution cubaine, ce « coup d'Etat préventif¹⁰ » a pour objectif de stabiliser une bonne fois pour toutes le régime politique en neutralisant le secteur ouvrier et en supprimant les libertés citoyennes. Pour les putschistes, si la « menace subversive » émane désormais de la société, seul un projet de réforme radical et de long terme peut la « guérir ». L'« Etat bureaucratique-autoritaire¹¹ » qui est alors instauré en Argentine se distingue par sa nature des autres régimes autoritaires d'Amérique latine. En effet, ce nouvel « animal politique » se montre plus répressif encore sur le plan politique et promeut un modèle économique modernisateur guidé par une élite technocratique focalisée sur la nécessité d'attirer les capitaux extérieurs pour initier la deuxième phase d'industrialisation du pays, ce qui explique également sa propension à ignorer les demandes des secteurs ouvriers. Mais il échoue rapidement. La résistance du mouvement péroniste, particulièrement active dans le contexte d'agitation politique et sociale que connaissent certaines démocraties occidentales vers la fin des années 1960, met en échec le régime et pose à nouveau la question de l'acceptation du péronisme dans la vie institutionnelle. Si l'accord établi entre les leaders des principaux partis politiques en 1970¹² est susceptible de mettre un terme au « jeu impossible », l'accélération de

Cambridge University Press, 2013, p. 132.

⁸ G. Aboy Carlés, *Las dos fronteras de la democracia argentina. La reformulación de las identidades políticas de Perón a Menem*, Rosario, Homo Sapiens, 2001, pp. 159-161.

⁹ G. O'Donnell, *Modernización y autoritarismo*, Buenos Aires, Paidós, 1975, pp. 180-213.

¹⁰ O. Dabène, *La Région Amérique latine. Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 116.

¹¹ G. O'Donnell, « Tensiones en el estado burocrático-autoritario y la cuestión de la democracia », in *Contrapuntos. Ensayos escogidos sobre autoritarismo y democratización*, Buenos Aires, Paidós, 1997, pp. 69-96.

¹² Au cours du mois de novembre, les principaux chefs des partis radical et justicialiste signent un accord historique,

la radicalisation politique dans le contexte du retour au pouvoir du péronisme en 1973 mine tout espoir de stabilisation démocratique. Après la mort de Juan Domingo Perón en 1974, la lutte armée engagée entre les péronistes de gauche comme de droite instaure un climat de désordre réactivant, encore une fois, l'option militaire au sein de la société argentine. Le « processus de réorganisation nationale » est illégalement engagé par la dictature contre la promesse du rétablissement de la paix sociale. Pour ce faire, un plan d'élimination physique de tous les dissidents est mis en œuvre, marquant l'instauration d'un « terrorisme d'Etat¹³ ». Après six années de pouvoir dictatorial exercé par différentes juntas militaires, le bilan est catastrophique. La violation systématique des droits de l'homme, une économie interne surendettée et, *in fine*, l'échec de l'aventure guerrière de reconquête des îles Malouines minent définitivement la légitimité du régime *de facto*. Une nouvelle fenêtre d'opportunité s'ouvre alors en 1982 pour la stabilisation du régime démocratique en Argentine.

LE CONTRÔLE CIVIL DES FORCES ARMÉES

Dans le contexte de la troisième vague de démocratisation, les résultats des élections de 1983 mettent en lumière une mutation des imaginaires politiques. Pour la première fois, le péronisme est vaincu dans le cadre d'élections libres. Il cesse ainsi d'incarner la « majorité naturelle » de la société et le régime démocratique restaure par là même l'un de ses piliers fondamentaux : l'incertitude¹⁴. C'en est fini de la logique populiste et de l'existence d'un espace politique polarisé par ces deux camps figés, le processus de stabilisation institutionnelle est enclenché. Après la dictature, non seulement les militaires ne sont plus fiables aux yeux des acteurs économiques et politiques, mais la société commence à valoriser les principes démocratiques¹⁵. Le pluralisme, la tolérance, la construction du consensus sont autant de valeurs que les citoyens, mais aussi les partis politiques et les acteurs corporatifs s'approprient. En définitive, la consolidation d'un « imaginaire démocratique » permet la stabilisation du régime et rend possible, en même temps, le contrôle civil des forces armées¹⁶.

Dans cette perspective, plusieurs mesures illustrent la redéfinition des relations civilo-militaires durant le premier gouvernement de la transition démocratique présidé par Raúl Alfonsín (1983-1989). La plus significative est sans doute le procès civil contre les forces armées. Par la sentence inédite du 9 décembre 1985, de hauts responsables des trois forces armées (l'infanterie, la marine et l'aviation) sont condamnés à des peines de prison. Si « le jugement des juntas » est un événement marquant pour la consolidation démocratique, plusieurs décisions présidentielles postérieures diminueront nettement sa portée. Les lois du « point final » (1986) et du « devoir d'obéissance » (1987)¹⁷, promulguées

connu sous le nom de « l'heure du peuple », dans lequel ils fixent les bases de la normalisation du régime politique.

¹³ Sur la question du « terrorisme d'Etat », voir notamment les travaux de M. Franco, « Exil et terrorisme d'Etat en Argentine », *Cahiers des Amériques latines*, n° 54-55, 2009, pp. 1-14, et F. Gaudichaud, « L'ombre du condor. Contre-révolution et terrorisme d'Etat international dans le cône Sud », *Amnis. Revue de civilisation contemporaine de l'Université de Bretagne occidentale*, n° 3, 2003, pp. 1-24.

¹⁴ I. Cheresky et I. Pousadela, « La incertidumbre organizada. Elecciones y competencia política en Argentina (1983-2003) », in I. Cheresky et I. Pousadela (dir.), *El voto liberado. Elecciones 2003 : perspectiva histórica y estudio de casos*, Buenos Aires, Editorial Biblos, pp. 13-33.

¹⁵ H. Quiroga et C. Tcach (dir.), *Argentina 1976-2006. Entre la sombra de la dictadura y el futuro de la democracia*, Rosario, Homo Sapiens, 2006.

¹⁶ E. López, « Argentina : un largo camino hacia el control civil sobre los militares », in E. López (dir.), *Control civil sobre los militares y política de defensa en Argentina, Brasil, Chile y Uruguay*, Buenos Aires, Editorial Altamira, 2007, pp. 19-37.

¹⁷ La première interdit les poursuites au pénal contre les militaires coupables de violations des droits de l'homme durant la dictature pour toute plainte dépassant le délai de prescription de soixante jours fixé à compter de la promulgation de la loi. La seconde amnistie les militaires de deuxième et troisième rang.

en réponse aux tentatives de putsch menées par quelques militaires subalternes, sont une première déception au regard des promesses – sans doute démesurées – suscitées par le rétablissement de la démocratie en 1983.

En 1989, dans le contexte de la débâcle hyperinflationniste, le nouveau président élu, le péroniste Carlos Menem (1989-1999), gracie les responsables précédemment condamnés. Cette décision illustre les limites du processus de restauration des valeurs démocratiques, même si quelques mois plus tard, en décembre 1990, les mesures présidentielles prises en réponse à une nouvelle tentative de putsch réaffirment la capacité de contrôle des prétentions autonomistes des militaires par le pouvoir politique. En 1992, malgré l'abandon du projet de réforme de l'institution militaire¹⁸, l'établissement de la loi sur la sécurité intérieure contribue à consolider ce processus, notamment grâce aux dispositions relatives aux fonctions des forces armées en matière de protection citoyenne¹⁹ et l'abandon, par conséquent, de la DSN²⁰.

Si, pendant le gouvernement de Fernando de la Rúa (1999-2001), la promulgation de la loi sur le renseignement intérieur permet des avancées démocratiques, c'est le gouvernement présidé par Néstor Kirchner (2003-2007) qui prend les décisions les plus significatives en matière de réhabilitation de la dignité et de l'éthique politique au sein de la société. Face à un pouvoir militaire clairement affaibli, le gouvernement décide, en accord avec le pouvoir législatif, l'annulation des lois du « point final » et du « devoir d'obéissance » et permet ainsi la multiplication des jugements à l'encontre des responsables militaires – toutes hiérarchies confondues – coupables de violations des droits de l'homme commises pendant la dictature imposée en mars 1976.

DE LA DÉMOCRATIE RÊVÉE À LA DÉMOCRATIE RÉELLE...

Après la chute de la dernière dictature, la démocratie argentine réussit à surmonter plusieurs difficultés : les tentatives putschistes tout au long des années 1980 mais aussi des crises économiques et sociales d'une ampleur inédite en 1989 et en 2001. Malgré le chaos socio-économique et le rejet radical de la classe politique que ces crises ont engendrés, aucune tentative de putsch n'a eu lieu. Le consensus social autour des valeurs démocratiques est toujours solide²¹ et la consolidation du dispositif électoral comme pilier institutionnel de la démocratie est aujourd'hui indéniable. Différents faits marquants illustrent la désarticulation de la « logique populiste » comme principe organisateur de l'espace politique argentin : en 1983, le péronisme est vaincu pour la première fois de son histoire dans le cadre d'élections libres et il accepte la défaite sans remettre en cause le résultat ; en 1989 a lieu la première alternance entre l'UCR et le Parti justicialiste ; en 1999, le péronisme cède le pouvoir à une autre force politique dans le respect de la procédure démocratique et, finalement, en 2015, un candidat de centre droite, ni péroniste ni radical, accède au pouvoir démocratiquement. Pourtant, malgré ce processus de normalisation, la démocratie argentine reste défailante.

Bien que le principe de l'interventionnisme militaire ne soit plus d'actualité, l'ombre de la dictature plane encore sur la démocratie²². En témoigne la faiblesse des institutions. Le régime politique actuel manque de structures de contrôle horizontal, les médiations partisanes sont en crise et le développement

¹⁸ Cette réforme a débuté pendant les années 1980 quand le gouvernement d'Alfonsín a réussi à rétablir la logique du « fonctionnariat civil » au sein du ministère de la Défense.

¹⁹ Cette loi limite et encadre les responsabilités des forces militaires concernant la protection intérieure.

²⁰ L'abandon définitif de cette doctrine a été effectif avec le décret 727 adopté par le gouvernement Kirchner en juin 2006.

²¹ Selon le *Latinobarómetro* 2016, plus de 70 % des Argentins préfèrent la démocratie à n'importe quel autre régime politique (www.latinobarometro.org/latOnline.jsp, consulté le 24 octobre 2016).

²² A. Rouquié, *A l'ombre des dictatures*, op. cit., p. 11.

d'une culture citoyenne républicaine demeure embryonnaire. Mais le legs dictatorial s'observe également dans la non-réalisation du principe d'égalité sociale. Les difficultés historiques dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi que l'augmentation plus récente de la pauvreté, hantent aujourd'hui la démocratie argentine²³. En définitive, la nécessaire articulation entre les principes de l'Etat de droit et de la réforme sociale n'est pas encore effective. Autrement dit, si la stabilisation de la démocratie procédurale atteste une rupture indéniable avec le passé récent, le défi de la construction d'un « bon gouvernement » en souligne la fragilité.

²³ S. Dapelo, « La pobreza afecta al 32% de la población y Macri ata el éxito de su gestión a reducirla », *La Nación*, 29 septembre 2016.